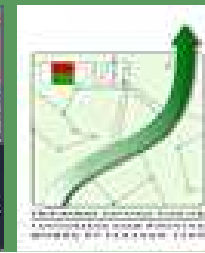
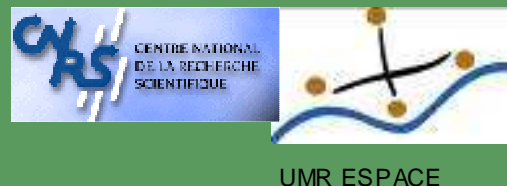


SIG participatifs et développement. L'expérience de la réforme foncière malgache.

Cécile Martignac, André Teyssier,
Pascal Thinon, Jean-Paul Cheylan

SAGéO2008

Montpellier, le 26 juin 2008



LANDGIS

- SIG et sociétés : un débat permanent

- Foncier et sécurisation: le PNF

- Formalisation participative des droits fonciers non écrits

- Questions de mise en œuvre.... « au sud »...chez les pauvres!

SIG et sociétés: un débat permanent

- Conquérir l'espace (militaires), ... le partager (aménagistes)...
- Critiques
 - Positivismisme « bestial »
 - Absence d'éthique, outil des pouvoirs
 - Ethno/socio centrisme:

Quelle(s) représentations? (technicistes, « naïve geography » universaliste, culturelles)

Pour quels bénéficiaires ?

SIG et sociétés: un débat permanent

SIG comme support de participation

- **SIG + recherche-action :**
 - opportuniste technique:
 - Cartes éphémères
 - Schéma carto
 - Cartes participatives (capter des représentations, construire de l'IG, débattre, négocier, arbitrer)
 - Analyse spatiale, construction de décisions
 - Modèles et maquettes 3D (appropriables...!?)
 - Images Sat ou aériennes: identification, délimitation participative (meilleure perception inter-culturelle!)
 - Géopositionnement : terrain + représentation

SIG et sociétés: un débat permanent

Qui participe à quoi ?

- Qui délimite le (les) questions ?
- Qui est convié à les informer ? Qui est « oublié » ?
- Quelles sont les connaissances incluses/exclues ?
- A qui appartient le produit ?
- Qui le détient / le mobilise / le mets à jour
- Qui est favorisé / défavorisé ?

SIG et sociétés: un débat permanent

Ethique et effets pervers

- Consommateur de temps, d'énergie
- Soulève des attentes...raisonnables?
- De nouvelles informations ...qui en bénéficie ?
- Des informations sensibles ...parfois détournées
- « surpâturage » scientifique
- Mise en danger d'exclus provisoirement mise en lumière

A Participation Ladder with Roles and Responsibilities

	Outsiders' objectives include	Roles/Relationships		Actions		Ownership			
		Outsider'	Local people's	Outsider'	Local People's				
TOTALITARIAN	State political control	Dictator	Slave	Command	Comply	Outsiders'			
NOMINAL	Cosmetic legitimisation	Manipulator	Puppet	↑ ↓	↑ ↓	↑ ↓			
EXTRACTIVE	Obtain local knowledge for better planning	Researcher /planner	Informant						
INDUCED	Gain action Through material incentives	Employer	Worker						
CONSULTATIVE/ INSTRUMENTAL	Improve effectiveness and efficiency	Rational economiser	Collaborator						
PARTNERSHIP	Share responsibility and power	Co-equal partner	Co-equal partner						
TRANSFORMATI VE	Facilitate sustainable development by local people	Facilitator /catalyst	Analyst /Actor /Agent						
SELF- MOBILIZING	Support spontaneous action	Supporter	Owner /controller				Support	Initiate	Local people's

Sources: Draws from several sources, including the versions of Andrea Cornwall (pers comm.) and Pretty (1994, 1995b), and those in Table 4.1

SIG, participation et développement

- Décalage technique, culturel, quelle mise en adéquation ?
- Ethique, transparence et « bonne gouvernance »
- Quel renforcement de capacités (de contribution, de débat, de décision?)
- Domaine récent et éclaté (diversité des pratiques occidentales ...et des cultures locales)
- Origine exogène des démarches

SIG, participation et développement

Foncier et sécurisation

- Foncier: diversité
 - des lois et règles (cadastre légal/fiscal/carte indicative)
 - des pratiques d'appropriation et d'usage (urbain/rural; agriculteurs/pasteurs; irrigation;
- Sécurisation
 - Pérennisation de l'usage des investissements
 - Diversité des modalités
 - légales
 - sociales

Le Programme National Foncier:

la sécurisation foncière à Madagascar

Éléments de diagnostic

Un cadastre légal (les documents sont des titres, type « Torrens »)

Issu de l'époque coloniale : procédure occidentale complexe...devenue marginale

(en 110 ans: 330 000 titres pour 8 millions de biens et 400 000 demandes....)

Réponse sociale: un infra-droit non opposable mais doté d'un certain consensus local, les « petits papiers » , portant sur l'espace « domanial » non titré



Le Programme National Foncier: la sécurisation foncière à Madagascar

Réponse institutionnelle

Une nouvelle politique foncière

- « *l'objectif principal est de répondre à la demande massive en sécurisation foncière, dans de brefs délais et à des coûts ajustés au contexte économique, par la formalisation des droits fonciers non écrits et par la sauvegarde et la régularisation des droits fonciers écrits* »
- Communes : compétences (partielles) en gestion foncière
 - capacité juridique
 - capacité technique.
- Loi n° 2005-019 du 17 octobre 2005 fixant les principes régissant les statuts des terres.
- 2 Loi n° 2006-031 du 24 novembre 2006 fixant le régime juridique de la propriété foncière privée non titrée.

Le Programme National Foncier

Formalisation participative des droits fonciers non écrits

- Gérée au niveau local, le Guichet Foncier
- Par les acteurs institutionnels et privés
- Conduite par une cartographie à dire d'acteur, publique, participative et contradictoire
- produisant l'identification-délimitation (négociation) des droits

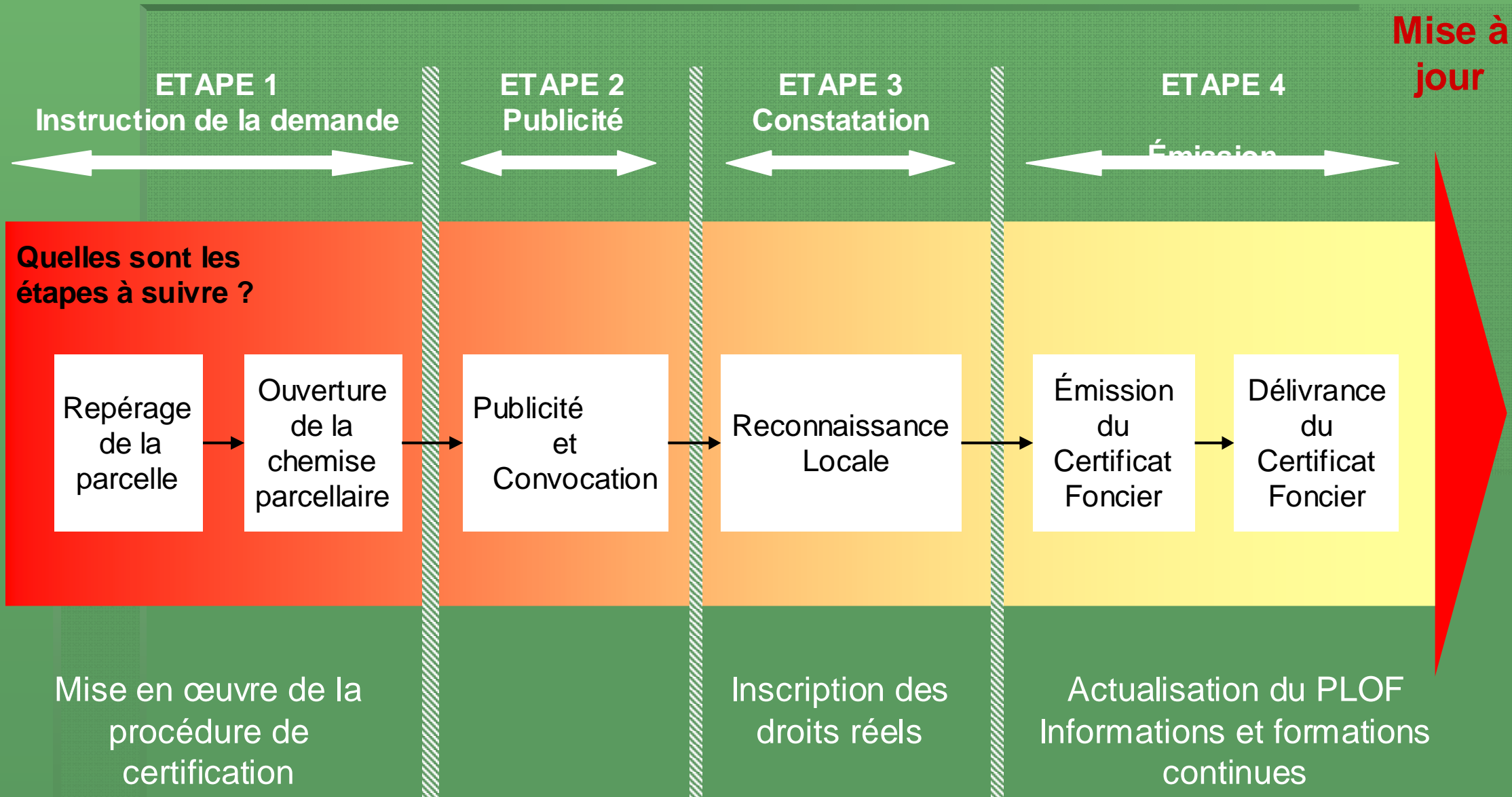
Le Programme National Foncier

Formalisation participative des droits fonciers non écrits



Le Programme National Foncier

Déroulement de la procédure



Le Programme National Foncier

La Commission de reconnaissance locale



Procès
verbal



Rakoto

Razaka

Commission de reconnaissance locale



Représentant commune



Chef fokontany (territoire)



2 Ray aman-dreny (sages)

Tous les voisins + fokonolona (communauté)

Le Programme National Foncier

3 dispositifs de gestion foncière décentralisée

Guichet foncier communal « standard »	Zones urbaines et péri-urbaines, zones rurales dynamiques
Centre de Ressources et d'Informations Foncières + XX Guichets fonciers communaux « papier »	Zones rurales
Centre de Ressources et d'Informations Foncières + XX Guichets fonciers communaux « mobile »	Zones rurales enclavées, zones forestières et pastorales

Le service rendu à l'utilisateur
et les procédures
sont identiques

Le Programme National Foncier

Implantation des guichets

- Diagnostic socio-foncier
- Sessions d'informations auprès des acteurs régionaux et locaux
- Choix du dispositif et des modalités de gestion foncière par la collectivité
- Délimitation du périmètre de compétence
- Répartition des responsabilités : contrat d'objectifs
- **Mise en œuvre**
 - des procédures de certification locale
 - des procédures de mutation des certificats
- Service foncier communal ou inter-communal financé par des ressources propres

Le Programme National Foncier

Plan Local d'Occupation Foncière

■ Définition juridique

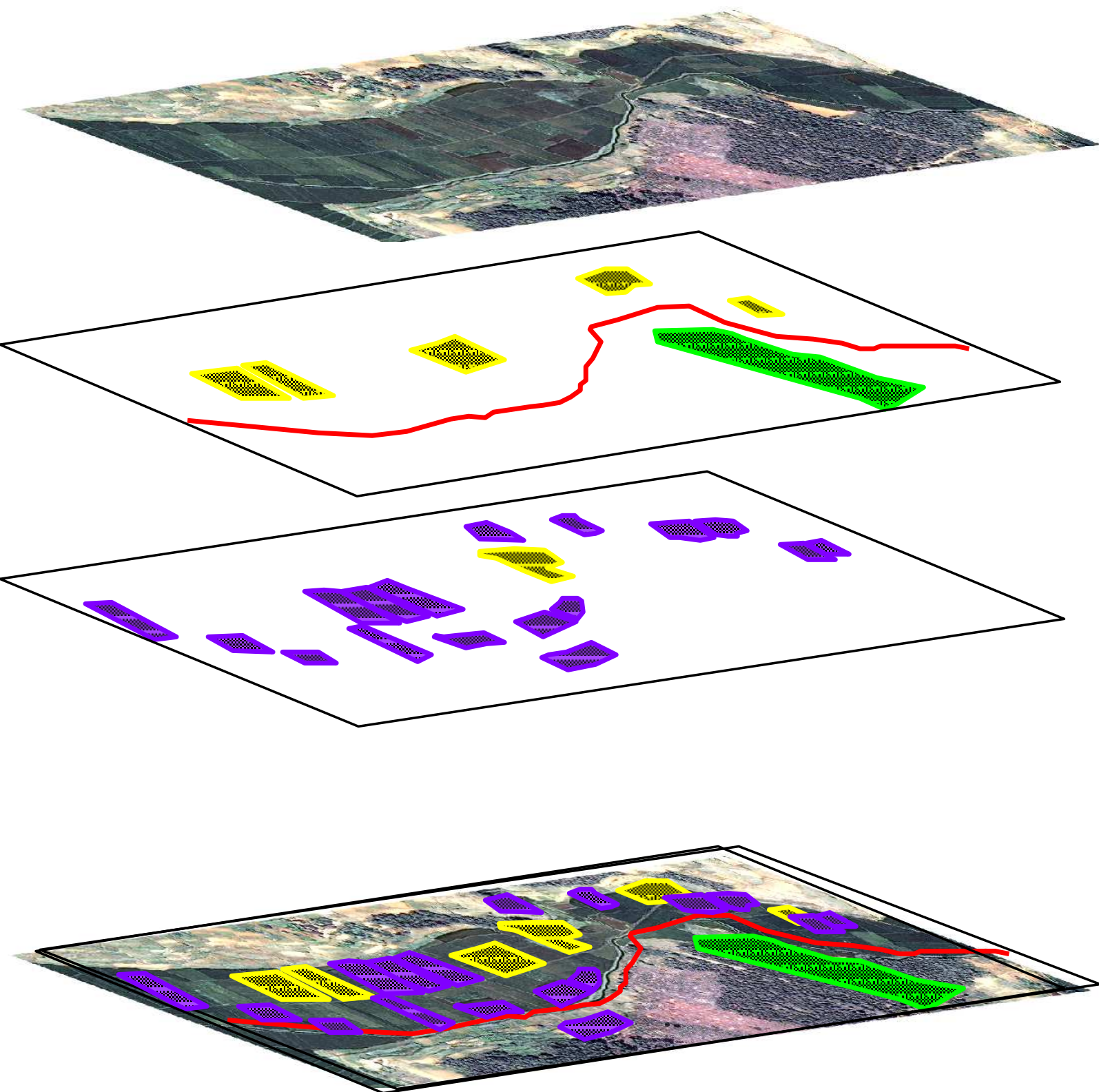
« Le plan local d'occupation foncière est un outil d'informations cartographiques qui permet de suivre l'évolution des situations domaniales et foncières des parcelles, affectées d'un identifiant spécifique, situées sur le territoire de la collectivité décentralisée de base. »

Extrait du projet de loi portant sur la propriété privée non titrée, article n°11

■ De manière plus pratique...

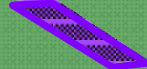


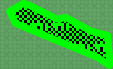
- C'est une carte évolutive des statuts juridiques de la terre
- C'est un plan à grande échelle (à partir de 1/5.000)
- C'est une base de données géographique associée à une base de données alphanumérique
- C'est un plan de base pour différents usages : fiscalité locale, aménagement du territoire, adressage,...

Un SIG participatif pour le développement !?



Niveau 1

- PLOF initial -
mis à disposition par
l'administration foncière
et domaniale

-  Certificat foncier
-  Titre foncier
-  Domaine public
Route
-  Réserve

- PLOF actualisé –
Par de l'information
foncière provenant
des services fonciers
et des communes

Niveau 2

- PLOF actualisé -
gestion par les
communes

Questions de mise en œuvre....!

- **Contraintes techniques et financières**
 - Rareté, aspect lacunaire des sources foncières; conflits potentiels certificat (PLOF) immatriculation (« Torrens »)
 - **Coûts des PLOF (images: 12 000 \$ par Commune)**
 - Recherche d'alternatives: serveurs de « globe »....et questions de droit !
 - PLOF sans image (GPS seul)
 - Images locales (drones, ballons captifs, ...)

Conclusion ...très provisoire! (1)

SIG participatif et développement

- Une véritable procédure participative: identification et délimitation négociée des OG par les acteurs
- Une question légale, d'ampleur nationale, légitimée par le consensus social
- Une approche assez largement bottom-up:
 - questions de terrain
 - premier niveau de réponse issu des pratiques de terrain,
 - Mise en œuvre locale et décentralisée, d'un dispositif légalisant, par les acteurs locaux
 - accompagnement (par un chercheur du Nord) dans l'élaboration de réponses
 - Un recours permanent aux savoir locaux
 - Un outil de construction (explicitation sociale) et d'aide à la résolution de (certains) conflits locaux

Conclusion ...très provisoire! (2)

SIG participatif et recherche

- **Quels outils SIG « du pauvre »**
 - **Diversité des contextes -> ? Diversité des réponses (du papier-crayon au grand système....)**
 - **Des critères de qualité (qui coutent cher!) à maintenir homogènes ?**
 - **Dans toute l'île (diversité des milieux et mises en valeur) ?**
 - **Sur toute l'étendue de la commune (des champs de case aux parcours extensifs !) ?**
- **Quel impact, quelles mobilisations des techniques émergentes**
 - **Globes sur internet (qualité, traçabilité, légalité ?)**
 - **Survols et prise de vues télécommandés locaux**
 - **Recours massif à la « cartographie GPS » ? (carto de référence autoproduite du pauvre?)**